Droits des femmes et la lutte contre les violences contre elles : un combat sur tous les fronts

Droits des
& lutte co
à leur égal

DÉCRYPTAGE PUBLIÉE LE 25/11/2025

Un engagement du CESE au long terme

Le Conseil économique, social et environnemental réaffirme, à travers ses travaux récents, son engagement en faveur des droits des femmes et de la lutte contre les violences qui leur sont faites. Ses préconisations, portées par sa Délégation aux droits des femmes et à l'égalité, couvrent des enjeux aussi variés que la diplomatie féministe, la protection des droits sexuels et reproductifs, la lutte contre les violences en Outre-mer, et le rôle des médias dans la promotion de l'égalité. Retour sur ses principales recommandations et alertes.

Les médias, leviers de démocratie et d'égalité

Lors de l'événement « Femmes et médias : les rencontres de l'égalité » (février 2025), le CESE a souligné le rôle crucial des médias dans la défense des droits des femmes et la santé démocratique. Face à une offensive conservatrice mondiale ciblant les femmes et les personnes LGBTQIA+, les médias sont appelés à :

> *Utiliser un langage précis pour décrire les violences sexistes et sexuelles, évitant ainsi la minimisation des faits. Garantir une représentation équilibrée des femmes dans les rédactions et dans les contenus, reflétant la diversité de la société.*
>
> *Résister aux discours discriminants et déshumanisants, en faisant de l'information un outil de résistance et de prise de conscience.*
>
> *Le CESE insiste sur la nécessité de soutenir une presse libre, indépendante et engagée pour l'égalité, en partenariat avec des acteurs comme Reporters sans frontières, Equipop ou Prenons la Une.*

Equipop, en partenariat avec Prenons La Une et La Fronde, ont conçu ensemble un magazine de 60 pages, pensé comme un outil à destination des journalistes et des écoles de journalisme :

Découvrir le magazine

Une diplomatie féministe pour protéger les femmes en temps de conflit

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination des violences à l'encontre des femmes en 2022, le CESE a organisé un événement sur la diplomatie féministe, mettant en lumière le sort des femmes dans les zones de conflit (Ukraine, Afghanistan, RDC, etc.). Ses recommandations :

> *Intégrer systématiquement les femmes dans les processus de paix et de reconstruction, en s'appuyant sur des témoignages de survivantes et d'expertes.*
>
> *Renforcer la protection des femmes reporters de guerre et des militantes, souvent en première ligne.*
>
> *Promouvoir le plan d'action « Femmes, Paix, Sécurité » de la France, en collaboration avec ONU Femmes et le Haut Conseil à l'Égalité, pour une action extérieure féministe et inclusive.*

Droits sexuels et reproductifs : un combat européen et international

Le CESE alerte sur les menaces pesant sur les droits sexuels et reproductifs, notamment après le recul du droit à l'IVG aux États-Unis. Il appelle à :

> *Conserver la vigilance et la solidarité européenne pour préserver ces droits, en s'appuyant sur des études comme « Droits sexuels et reproductifs en Europe : entre menaces et progrès ».*
>
> *Renforcer les lois et les politiques publiques en France et en Europe, en collaboration avec la société civile et les institutions européennes, pour garantir l'accès à l'IVG et à la santé reproductive.*

Élections européennes 2024 : les droits des femmes au cœur du débat

En amont des élections européennes de 2024, le CESE a organisé un événement pour placer les droits des femmes au centre des enjeux électoraux. Les priorités identifiées :

> *Interpeller les partis politiques sur leurs engagements en matière d'égalité et de lutte contre les violences.*
>
> *Soutenir les associations et think tanks féministes pour peser sur les politiques européennes, en partenariat avec le Forum parlementaire européen sur les droits sexuels et reproductifs et le réseau européen des femmes migrantes.*

Violences faites aux femmes en Outre-mer : un plan d'urgence

Le CESE a adopté à l'unanimité une résolution pour amplifier la lutte contre les violences faites aux femmes en Outre-mer, où les chiffres sont deux fois plus élevés qu'en métropole. Ses cinq leviers d'action :

> *Développer la prévention via une éducation à la vie affective et sexuelle adaptée aux contextes locaux.*
>
> *Réaliser des enquêtes de terrain pour disposer de données fiables et alimenter un observatoire national.*
>
> *Nommer une coordinatrice interministérielle dédiée, avec une feuille de route et des moyens spécifiques.*
>
> *Pérenniser et augmenter les financements pour les associations et les politiques publiques locales.*
>
> *Sensibiliser élus et société civile aux spécificités des territoires (coutumes, isolement géographique, précarité), facteurs aggravants des violences.*

Le CESE, par ses avis, résolutions et événements, montre que la lutte pour les droits des femmes doit être menée sur tous les fronts : médias, diplomatie, législation, éducation et territoires. Ses préconisations appellent à une mobilisation collective, nationale et internationale, pour faire reculer les inégalités et les violences.

Pour aller plus loin :

> *Résolution du CESE sur les violences en Outre-mer*
>
> *Étude "Droits sexuels et reproductifs en Europe"*
>
> *Événement "Femmes et conflits : vers une diplomatie féministe"*

Evènement " Femmes et médias : les rencontres de l’égalité"

Evènement "Droits des femmes : quels enjeux pour les élections européennes de 2024 ?"

© - copyright CESE - Novembre 2026